



POLITIQUE  
MONDIALE

Sous la direction de  
Stéphane Paquin et Pier-Luc Lévesque  
*Préface de Pierre Fortin*

# Social-démocratie 2.0

## Le Québec comparé aux pays scandinaves



Les Presses de l'Université de Montréal



## **SOCIAL-DÉMOCRATIE 2.0**



La collection «Politique mondiale» est dirigée par Stéphane Paquin et Stéphane Roussel.

Sous la direction de  
Stéphane Paquin  
et Pier-Luc Lévesque

## **Social-démocratie 2.0**

Le Québec comparé aux pays scandinaves

*Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et  
Bibliothèque et Archives Canada*

Vedette principale au titre:

La social-démocratie 2.0 : le Québec comparé aux pays scandinaves  
(Politique mondiale)

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 978-2-7606-3398-8

1. Finances publiques - Québec (Province). 2. Finances publiques - Scandinavie.  
3. Québec (Province) - Politique sociale. 4. Québec (Province) - Politique économique. 5.  
Scandinavie - Politique sociale. 6. Scandinavie - Politique économique. I. Paquin, Stéphane,  
1973- . II. Lévesque, Pier-Luc. III. Collection: Politique mondiale (Presses de l'Université  
de Montréal).

HJ795.Q8S62 2014

336.714

C2014-940709-2

Mise en pages: Folio infographie

ISBN (papier): 978-2-7606-3398-8

ISBN (pdf): 978-2-7606-3399-5

ISBN (epub): 978-2-7606-3400-8

Dépôt légal: 3<sup>e</sup> trimestre 2014

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Les Presses de l'Université de Montréal, 2014

Les Presses de l'Université de Montréal reconnaissent l'aide financière du gouvernement du  
Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour leurs activités d'édition.  
Les Presses de l'Université de Montréal remercient de leur soutien financier le Conseil des  
arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec  
(SODEC).

IMPRIMÉ AU CANADA

## Préface

PIERRE FORTIN

Pourquoi se comparer aux Scandinaves? Eh bien, tout d'abord, c'est dans la parenté. Les historiens ont calculé que 20% des nouveaux immigrants en Nouvelle-France au 17<sup>e</sup> siècle sont venus de Normandie. Comme les Normands de l'époque étaient les descendants directs des Vikings qui étaient installés dans cette province de France depuis le 10<sup>e</sup> siècle, il s'ensuit forcément qu'un grand nombre de Québécois d'aujourd'hui ont des ancêtres scandinaves.

Ensuite, les Suédois, les Danois, les Norvégiens et les Finlandais sont des peuples du Nord, comme nous. Il fait noir et il fait froid en hiver chez eux comme chez nous. Plus noir chez eux, plus froid chez nous. On s'encabane, on joue au hockey, on boit une lampée de vodka pour se réchauffer – l'*Absolute* en Suède, la *Pur* au Québec. Trois de leurs capitales, Stockholm, Oslo et Helsinki, sont situées à la même latitude que notre péninsule d'Ungava; Copenhague est à la hauteur de Fermont. Les vedettes scandinaves de la Ligue nationale de hockey nous sont familières: Mats Sundin, Peter Fosberg, Saku Koivu, Lars Eller, Daniel Alfredsson, les jumeaux Sedin.

Enfin, les Scandinaves forment, comme nous, des petites nations riches, égalitaires et heureuses. Le plus grand pays est la Suède, avec 9,7 millions d'habitants en 2014, soit 1,5 million de plus que le Québec. Le plus petit est la Norvège, avec 5,1 millions d'habitants. En niveau de vie (revenu moyen par habitant), la Suède, le Danemark, la Finlande et le Québec se classent tous entre le dixième et le vingtième rang mondial. Avec son pétrole, la Norvège arrive au quatrième rang, devant les

États-Unis. En matière d'inégalité du revenu, les quatre pays scandinaves réussissent un peu mieux que le Québec, mais ce dernier est la région la moins inégalitaire d'Amérique du Nord. Le bonheur? Il est partout au rendez-vous. Selon l'échelle dite de Cantril, utilisée par la firme Gallup et les Nations-Unies pour mesurer la satisfaction des gens avec la vie qu'ils mènent dans 160 pays, le Danemark, le Québec, la Norvège et la Finlande occupent les quatre premiers rangs, dans l'ordre. La Suède, elle, se classe en huitième place. Note à tous ceux et celles qui veulent abolir l'hiver : il n'empêche pas d'être heureux.

L'objectif central que Stéphane Paquin et Pier-Luc Lévesque, tous les deux de l'École nationale d'administration publique (ENAP), poursuivent dans ce précieux livre est de comparer la manière dont le Québec gère son État avec l'approche sociale-démocrate des Scandinaves. Quelles sont les ressemblances et les différences? Le Québec a beau afficher des résultats économiques et sociaux qui se rapprochent dans l'ensemble de ceux de ses confrères nordiques, il y a sans doute moyen de faire mieux en tenant compte de leurs succès et de leurs échecs. Quels sont-ils? Paquin et Lévesque font appel à quinze auteurs qui explorent l'essentiel de ces questions dans seize chapitres bien découpés et exempts de pédanterie disciplinaire.

Le chapitre 1 contient une solide introduction de Bo Rothstein (Université de Göteborg) et Sven Steinmo (Institut universitaire européen de Florence) au modèle social-démocrate. Si vous n'avez le temps que pour un seul article dans votre vie sur le sujet, c'est celui-là qu'il faut lire. Le modèle repose sur trois engagements : des programmes sociaux universels financés par des impôts peu progressifs ; un soutien ferme à l'économie de marché avec un encadrement qui vise à en contrôler les excès ; et un État qui est progressiste au plan social et qui le reste grâce à son allergie à l'endettement. Les deux politologues démontrent que les États praticiens de la social-démocratie – les quatre États scandinaves – affichent une performance comparative remarquable à la fois en matière de croissance économique, de justice économique et sociale, de santé et de bien-être, d'efficacité dans la livraison des services publics et de respect des libertés civiles.

Le chapitre 2, de Stéphane Paquin, répond à une critique répandue du modèle social-démocrate, à savoir qu'il serait incapable de survivre à la mondialisation croissante des échanges commerciaux et financiers.

Il présente de nouveaux résultats qui réfutent cette hypothèse « décliniste ». La mondialisation ne semble pas avoir affecté la capacité des pays sociaux-démocrates de maintenir leurs dépenses sociales, d'accroître leurs exportations et de continuer à attirer plus d'investissement direct étranger. L'explication est simple. D'une part, sauf la Finlande, ils ont conservé leur monnaie propre. Les variations de leur taux de change peuvent corriger les déficits de la balance commerciale si nécessaire. D'autre part, la social-démocratie permet une bonne gestion des risques économiques et sociaux associés à l'intensification de la concurrence mondiale.

Le chapitre 3, de Stéphane Paquin, Luc Godbout, Pier-Luc Lévesque et Jean-Patrick Brady, passe utilement en revue les similitudes et les différences entre le Québec et les pays scandinaves en matière de croissance économique, d'emploi, d'inégalité du revenu, de scolarisation, de productivité, de commerce extérieur et de finances publiques. La Scandinavie se démarque principalement par un niveau de productivité élevé de ses entreprises, par un dialogue social constant, par son rejet ferme de la rhétorique antimondialisation de la gauche radicale, par un haut degré de transparence et par une lutte sans merci contre la corruption.

Les chapitres 4, de Lévesque, et 5, de Brady, donnent une profondeur historique à la description du modèle de Rothstein et Steinmo. Ils expliquent comment l'État-providence universel et le régime centralisé des relations industrielles sont venus au monde et se sont développés en Suède à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle. L'évolution du modèle est intimement liée à l'histoire du Parti social-démocrate, qui a détenu le pouvoir sans interruption de 1932 à 1976 grâce à son pragmatisme, à son alliance avec la centrale syndicale *Landsorganisationen i Sverige* (LO) et à une dynamique corporatiste (tripartite) unique. Particulièrement intéressant est le modèle de négociation (Rehn-Meidner) basé sur les hausses de salaire dans le secteur compétitif exposé à la concurrence internationale. Il révèle une prise en compte explicite par les parties des conséquences macroéconomiques de leurs décisions, ce qui est encore malheureusement absent des négociations dans le secteur public québécois. La contestation du monopole et des politiques de LO a par la suite conduit à un régime de relations industrielles qui est aujourd'hui plus décentralisé.

Les chapitres 6, de Henry Milner (Université de Montréal), 14, de Manon Tremblay (Université d'Ottawa), et 16, d'Olivier Truc (journal *Le Monde*) concernent la vie politique en Scandinavie. Milner attire l'attention sur le rôle joué par la redistribution non matérielle dans le développement des compétences civiques. Cette redistribution passe par l'éducation citoyenne des adultes, les cercles de lecture, l'action des médias publics et les librairies populaires. Il souligne le contraste entre la vitalité de ces véhicules de compétences civiques en Suède et leur faiblesse relative au Québec.

Tremblay se demande pourquoi la représentation parlementaire des femmes est plus importante en Scandinavie qu'au Québec. Elle penche pour une explication d'origine politique plutôt que culturelle ou socioéconomique. Les femmes scandinaves bénéficient du droit de vote depuis plus longtemps que les Québécoises, ainsi que d'un mode de scrutin proportionnel, d'un système de partis et de mouvements féministes qui les avantagent. Truc, de son côté, souligne que la social-démocratie est rudement mise à l'épreuve par la montée récente des mouvements et des partis d'extrême droite dans les pays scandinaves. En 2013, ces partis recevaient l'appui de 15 % à 20 % de l'opinion publique en Finlande, au Danemark et en Norvège. En Suède, ils en étaient à 11 %.

Le chapitre 7, de Godbout, compare le Québec et la Scandinavie en matière de fiscalité. L'auteur évalue plutôt favorablement la fiscalité scandinave et juge que le Québec peut en tirer des enseignements utiles pour réformer sa propre fiscalité. Il examine en détail l'évolution des diverses sources de revenus fiscaux des gouvernements au Québec et dans les quatre pays scandinaves depuis 30 ans. Globalement, le poids de la fiscalité est plus lourd en Scandinavie qu'au Québec et plus lourd au Québec que dans la moyenne des pays avancés. La structure fiscale est également différente selon les pays. La fiscalité scandinave repose relativement moins que la québécoise sur l'imposition progressive des revenus et du patrimoine (sauf au Danemark), et relativement plus sur les taxes à la consommation et les prélèvements salariaux. Le déplacement de la structure fiscale du côté des taxes à la consommation est une tendance observable dans les pays avancés hors de l'Amérique du Nord. La fiscalité des pays scandinaves vise à protéger l'investissement et la croissance. Elle évite de surtaxer le capital et les entreprises. On ne cherche donc pas à jouer les Robin des bois – prendre aux riches

pour donner aux pauvres. On redistribue plutôt la richesse en égalisant l'accès des classes sociales aux services publics.

Deux mesures fiscales particulières qui sont appliquées en Scandinavie sont relevées par les auteurs. La première, mentionnée par Godbout, est le système dual d'imposition du revenu, en vertu duquel le revenu du travail est soumis à une taxation progressive, mais le revenu du capital, à une simple taxation proportionnelle. Encore ici, on veut protéger les sources de la croissance économique tout en continuant à redistribuer la richesse par la voie de l'égalisation des services.

La seconde mesure, analysée en détail dans le chapitre 8, de Godbout et Paquin, est la « TVA sociale » danoise. La manœuvre a consisté à remplacer presque complètement les cotisations sociales par des taxes à la consommation plus élevées. L'idée est de détaxer le travail et de favoriser la compétitivité des entreprises sur les marchés extérieurs. Au passage, les auteurs offrent une excellente description de la stratégie danoise de la « flexisécurité », qui vise à favoriser la flexibilité d'embauche pour les entreprises tout en assurant aux salariés une protection sociale qui soit solide – mais assortie d'exigences.

Les chapitres suivants complètent la comparaison entre le Québec et la Scandinavie dans trois domaines particuliers de la gestion de l'État : les ressources naturelles, la solidarité sociale et l'éducation. Le chapitre 9, de Lévesque, retrace l'évolution de la gouvernance du grand secteur pétrolier norvégien. L'État norvégien a initialement fait appel aux compagnies pétrolières privées pour commencer l'exploitation des gisements de la Mer du Nord, mais a ensuite pris l'entier contrôle du développement de la ressource. Les revenus pétroliers sont en grande partie investis à l'étranger afin d'éviter qu'une appréciation excessive de la couronne norvégienne ne tue le secteur manufacturier (la fameuse « maladie hollandaise ») et afin de conserver une partie des revenus de la ressource pour les générations futures. Lévesque raconte l'histoire de la petite Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), créée en 1969 et finalement absorbée par la Société générale de financement (SGF) en 1998.

Le chapitre 10, de Patrick Marier (Université Concordia), fait l'histoire du régime de retraite public en Suède et le compare au Régime des rentes du Québec. En Suède, le régime en place depuis 1994 prélève 18,5 % du salaire. En comparaison, le taux de cotisation au

Québec doit atteindre 10,8 % en 2017. Le régime suédois garantit une pension minimale (comme la Sécurité de la vieillesse fédérale au Canada), n'impose pas d'âge statutaire de la retraite, remplace à peu près 60 % du salaire, et prévoit un mécanisme automatique permettant d'équilibrer actuariellement les prestations versées et les cotisations perçues. Il existe peu de régimes complémentaires d'employeurs en Suède. Cela explique que le taux de remplacement du salaire par le régime public y soit beaucoup plus important qu'au Québec et au Canada (25 %). Le défaut du système québécois et canadien est que les régimes d'employeurs ne couvrent qu'une minorité de travailleurs. Les solutions possibles à ce défaut – régime des rentes bonifié, renforcement des régimes d'employeurs, rente de longévité – font présentement l'objet de vives discussions, comme on sait.

Les chapitres 11, d'Olivier Bégin-Caouette (Université de Toronto), 12, de Benjamin Bélair (ENAP), et 13 de Guy Pelletier (Université de Sherbrooke) présentent des analyses comparatives du secteur de l'éducation. Bégin-Caouette observe que trois universités suédoises et, au total, sept scandinaves, mais une seule québécoise (McGill), font le top-100 du classement international émis par l'Université Jiao Tong de Shanghai. Ces universités scandinaves de haut niveau sont très anciennes, elles excellent en recherche (surtout en sciences naturelles et biomédicales), et elles recrutent beaucoup d'étudiants à l'étranger, particulièrement aux cycles supérieurs. Plus généralement, les universités scandinaves comptent une variété d'établissements spécialisés; elles jouissent d'autonomie administrative; elles sont financées à partir de trois critères, soit le nombre d'étudiants, le taux de diplomation (surveillé par un système d'assurance-qualité) et les publications de recherche; et elles se donnent une importante vocation internationale.

Bélair présente ensuite le détail de la réforme du financement et de l'administration universitaires introduite en Suède dans les années 1990. Pour l'essentiel, la réforme a fait passer le système universitaire d'un mode de contrôle étatique à un mode, manifestement plus efficace, de supervision et de reddition de comptes fondées sur des contrats de performance.

Avec Pelletier, l'attention se porte du côté des résultats de l'éducation primaire et secondaire, notamment évalués par l'enquête du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de

l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dans la vague de 2012 de cette enquête auprès des élèves de 15 ans, le Québec et la Finlande dominent les autres pays nordiques en mathématiques comme en lecture. L'auteur attribue le succès finlandais pour une bonne part à la valorisation du statut d'enseignant dans ce pays et à l'importance accordée au développement des compétences collectives plutôt qu'à une évaluation uniquement basée sur des résultats quantifiables. Il regrette le peu de crédit accordé par les médias québécois (contrairement aux médias finlandais) au bon rendement des jeunes dans l'enquête du PISA. Il plaide en faveur de la création au Québec d'une Commission externe indépendante qui, comme en Finlande, assumerait la responsabilité de l'éducation primaire et secondaire à une certaine distance du politique.

Le chapitre 15, de Raiq (Université de Montréal) et de Van den Berg (Université McGill), conclut sur une évaluation de l'impact de la lutte contre la pauvreté des familles avec enfants au Québec, au Canada hors Québec et en Scandinavie entre le début des années 1990 et le milieu des années 2000. Ces auteurs constatent que, dans le cas des familles biparentales, le taux de pauvreté relative a diminué plus au Québec que dans les autres provinces canadiennes et a rejoint les taux scandinaves (autour de 2,5%). Dans le cas des familles monoparentales, le taux de pauvreté a encore diminué plus au Québec qu'ailleurs au Canada, mais, à 25%, demeurait en 2004 de deux à trois fois plus élevé que le taux moyen des quatre pays scandinaves (9,5%). Du pain sur la planche pour les chercheurs qui veulent comprendre la différence entre les deux types de familles et pour les autorités qui veulent agir avec plus d'efficacité contre la pauvreté des monoparentales.

Mon directeur de thèse de doctorat en Californie était un grand Danois qui avait émigré tout jeune en Suède – dans la cinquantaine, il comptait encore *en, to, tre, fire* plutôt que *ett, två, tre, fyra*. Il m'a un jour expliqué que le succès économique de la Suède tenait en trois choses : ses habitants sont 1) luthériens de culture (le bien commun est de la responsabilité de chacun); 2) tous des ingénieurs (ils sont pragmatiques et méfiants des discours idéologiques); 3) admiratifs de l'esprit d'entreprise (ils ressemblent aux Beaucerons). Les Scandinaves abordent la *res publica* avec cette triple attitude. D'où leur philosophie promarché protectrice de la croissance, leur pragmatisme au sujet des moyens de

mieux répartir la richesse, leur conviction de la nécessité du dialogue social, leur aversion pour le populisme de gauche simpliste à la Robin des bois, leur insistance pour équilibrer les comptes de l'État (hors des récessions), leur confort avec la concurrence entre institutions publiques, et leur intérêt pour une gestion administrative de l'État éloignée de la politique politicienne.

À nous d'en tirer les enseignements utiles pour notre avancement.

## *Introduction*

STÉPHANE PAQUIN

Quand on parle de la Scandinavie, on fait référence à la péninsule scandinave, c'est-à-dire à la Suède et à la Norvège. Dans le langage courant, toutefois, on ajoute généralement à ce groupe de pays le Danemark et parfois même l'Islande. La raison est historique : au xix<sup>e</sup> siècle le Mouvement scandinaviste visait à réunir sous une même couronne le Royaume de Suède et de Norvège avec le Danemark et ses possessions, l'Islande et le Groenland.

Compte tenu de caractéristiques communes, certains ajoutent parfois la Finlande qui a été sous domination suédoise pendant sept siècles avant de passer sous tutelle russe et qui possède de nombreuses affinités avec les pays scandinaves, même si la langue finnoise a des racines linguistiques communes avec le hongrois et l'estonien. Encore aujourd'hui, le suédois est l'une des langues officielles de la Finlande et est parlé par environ 6 % de la population. L'expression « pays nordiques » regroupe pour sa part la Suède, la Norvège, le Danemark, mais aussi la Finlande et l'Islande.

Comme cet ouvrage porte plus généralement sur la comparaison entre le Québec et la Suède, le Danemark et la Finlande, malgré un chapitre qui porte plus particulièrement sur la gestion des ressources pétrolières en Norvège et au Québec, nous utilisons les expressions pays scandinaves et nordiques de façon interchangeable. Nous excluons globalement la Norvège de l'étude, car la part des revenus des ressources naturelles sur son PIB (plus de 30 %) fausse complètement l'analyse. Dans le cas du Canada, cette part est de 11,5 % en moyenne (mais de 6,4 % pour le Québec), contre 4,3 % pour la Suède, 4,5 % pour la Finlande et 6,4 % pour

le Danemark (HEC, 2012: 44). Nous avons également ignoré l'Islande, car sa population (320 000) équivaut à celle de la région de l'Estrie au Québec, ce qui rend la comparaison sans grand intérêt.

La Suède, le Danemark et la Finlande possèdent des caractéristiques communes suffisamment importantes pour que ces pays puissent être réunis dans une même catégorie analytique, malgré des différences notables dont traiteront divers auteurs dans ces pages. Ce sont des pays de même tradition religieuse, le luthérianisme, dont les échanges culturels ainsi que les liens anciens et complexes sont très nombreux. Ces trois pays sont de petites nations situées dans les marges de l'Europe et ils sont culturellement plutôt homogènes et égalitaires. Ce sont des pays qui possèdent des institutions politiques stables et comparables, malgré le fait que le Danemark et la Suède soient des monarchies, alors que la Finlande est une république. Ces pays, qui sont qualifiés de néocorporatistes, connaissent une grande stabilité institutionnelle et sont des économies coordonnées de marchés (Aucante, 2013; Steinmo, 2013). De plus, ce sont les pays de référence en matière de social-démocratie. De plus, aucun autre pays de l'OCDE ne possède à la fois des taux de syndicalisation aussi importants avec des dépenses publiques et sociales, ainsi que des niveaux de taxation sur le PIB aussi élevés.

Lorsque l'on regarde du côté des taux de syndicalisation, il est clair que les pays scandinaves possèdent les taux les plus élevés parmi les pays de l'OCDE. Même si le taux global de syndicalisation a diminué depuis 10 ans dans les trois pays scandinaves (Suède, Finlande et Danemark), ce dernier se rapproche tout de même des 70 %. Aucun autre pays d'Europe ne possède de taux comparable. En comparaison, le taux de syndicalisation est de 55 % en Norvège, de 50 % en Belgique, de 28 % en Autriche, de 26 % au Royaume-Uni, de 18 % aux Pays-Bas et en Allemagne et de moins de 8 % en France. Dans le cas du Canada, ce taux tourne autour des 30 % – mais il est de 40 % au Québec –, alors qu'il est à 11 % aux États-Unis et à environ 17 % pour la moyenne des pays de l'OCDE en 2011, en baisse de 4 % depuis 1999<sup>1</sup>.

Les pays scandinaves possèdent également une fiscalité très élevée. Le pays développé dont les taxes sont les plus élevées du monde en fonction de la taille de son économie est le Danemark. Selon les données

---

1. <http://stats.oecd.org>

de l'OCDE, en 2012, les recettes fiscales totales sur le produit intérieur brut (PIB) représentent 48 % du PIB du Danemark et 44 % pour la Suède et la Finlande. En Europe, la France (45 %), la Belgique (45 %), l'Italie (44 %), l'Autriche (43 %) et la Norvège (42 %) connaissent des niveaux de taxation comparables à ceux des pays scandinaves.

Les recettes fiscales totales sont cependant moins élevées en Allemagne où elles représentent 37 % du PIB, contre 35 % pour le Royaume-Uni, 31 % pour le Canada (mais 38 % pour le Québec) et un maigre 24 % pour les États-Unis. La moyenne des pays de l'OCDE en 2011 est de 34 %, soit près de 10 points de pourcentage de moins que dans les pays scandinaves<sup>2</sup>.

Ces données sont toutefois incomplètes, car elles tendent à sous-estimer l'effort financier réel de la population, puisqu'elles ne comprennent pas, par exemple, les dépenses privées pour les soins de santé. En ajoutant ces dépenses aux recettes fiscales totales (données de 2008), le ratio varie peu pour les pays scandinaves et le Canada : il atteint 50 % au Danemark, 48 % en Suède, 45 % en Finlande et 35 % au Canada (Bartlett, 2011). Aux États-Unis cependant, la hausse est plus marquée : le ratio passe de 26 % à 35 %, soit le même niveau que celui du Canada ! Ainsi, il est essentiel de garder à l'esprit que les recettes fiscales dans leur ensemble ne comprennent pas ce que les citoyens payent en surplus des taxes et impôts pour certains services sociaux qui sont pratiquement universels dans certains pays, mais pas dans d'autres. Si l'on ajoutait la part du privé en éducation, notamment les droits de scolarité, qui sont nuls dans les pays scandinaves, la hausse serait plus importante pour le Canada et les États-Unis. Il n'en demeure pas moins que les pays scandinaves détiennent les recettes fiscales parmi les plus élevées des pays de l'OCDE.

Si les pays scandinaves possèdent les recettes fiscales les plus élevées des pays de l'OCDE, il est aussi logique que ce soient également ces pays qui détiennent les dépenses publiques sur le PIB les plus importantes. Les données de l'OCDE de 2007 et de 2009 (avant et après la crise) confirment cette affirmation. Les dépenses publiques sur le PIB au Danemark représentent 51 % en 2007 et 58 % en 2009. En Suède, elles représentent 50 % du PIB en 2007 contre 55 % en 2009. En Finlande,

---

2. [www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org)

c'est 47 % en 2007 et 56 % en 2009. Pour le Canada, c'est 39 % et 44 %, alors que les États-Unis passent de 37 % à 42 %, alors que la moyenne des pays de l'OCDE passe de 41 % à 46 %<sup>3</sup>.

La part des dépenses sociales publiques sur le PIB selon la définition de l'OCDE<sup>4</sup> est évaluée à 31 % du PIB du Danemark et de la Finlande et à 29 % de la Suède. Cette même évaluation est de 33 % pour la France, 28 % pour l'Italie, mais 20 % pour les États-Unis, 18 % pour le Canada et 22 % pour la moyenne des pays de l'OCDE en 2013, en hausse de trois points depuis 2000. Les pays scandinaves, avec la France et l'Italie, se situent donc au rang des pays qui assument les plus importantes dépenses sociales sur le PIB des pays de l'OCDE.

Ces trois pays scandinaves représentent un véritable casse-tête pour les spécialistes de l'économie politique internationale. En effet, vers la fin des années 1970 et le début des années 1980, la situation économique de nombreux pays de l'OCDE, qui était caractérisée par une faible croissance économique, des taux de chômage à la hausse, mais aussi une inflation élevée, a provoqué un virage néolibéral en matière de politiques publiques. Jusqu'alors, la pensée économique dominante soutenait qu'il était impossible qu'un pays connaisse à la fois un taux de chômage élevé et une forte inflation.

Dans plusieurs pays, les tentatives de relance par des politiques budgétaires expansionnistes n'avaient pas produit les mêmes résultats que dans le passé. Ces politiques, en plus de gonfler les déficits et la dette publics, n'arrivaient pas à relancer la croissance, mais provoquaient par contre une hausse de l'inflation. Dans un contexte d'ouverture économique croissant, les plans de relance favorisaient même souvent une hausse des importations, ce qui dans bien des cas ne faisait que créer ou creuser des soldes commerciaux négatifs. L'âge d'or du keynésianisme tirait à sa fin.

Ce virage en matière de politiques publiques économiques, du moins dans le discours, est grandement inspiré par les théoriciens

---

3. [www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org)

4. Selon l'OCDE, les dépenses sociales sont « des séries chronologiques pour la période 1980-2009 pour les 34 pays de l'OCDE et des estimations pour 2010-2013. Les données sont réparties entre 9 domaines de la protection sociale: vieillesse, survie, incapacité, santé, famille, programmes actifs du marché du travail, chômage, logement et autres domaines de politique sociale », [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

néolibéraux et monétaristes. Depuis les années 1980, il est désormais largement admis dans l'espace public et dans une partie de la recherche universitaire que les pays qui taxent beaucoup, qui ont de très importantes dépenses publiques, et qui possèdent des taux de syndicalisation élevés sont condamnés à sous-performer en matière de croissance économique. L'arbitrage serait soit une forte croissance économique, soit un modèle social généreux, pas les deux.

Depuis, les pays scandinaves ont fait la démonstration sans équivoque qu'il est possible d'avoir une main-d'œuvre très syndiquée, un État qui taxe beaucoup et de très généreux programmes sociaux, ainsi que des dépenses publiques élevées tout en connaissant une croissance économique supérieure à celle des pays néolibéraux comme les États-Unis ou le Canada. Et ce, tout en maintenant des niveaux d'égalités sociales inégalés dans le monde.

Lorsque l'on regarde du côté de la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant des pays scandinaves, comparativement à d'autres pays de l'OCDE, on remarque que sur une période de 30 ans (1981-2011), c'est-à-dire depuis le « virage néolibéral » et l'accélération de la concurrence mondiale, avec une croissance annuelle moyenne de 1,94 % pour la Finlande, de 1,84 % pour la Suède et de 1,51 % pour le Danemark, ces pays tirent relativement bien leur épingle du jeu. Les résultats de la Suède et de la Finlande dépassent même la croissance du Canada (1,38 %) et du Québec (1,30 %), mais également ceux des États-Unis (1,66 %) ou de la France (1,29 %)⁵.

Lorsque l'on regarde la croissance annuelle moyenne sur le PIB sur une période un peu plus courte (1989-2011), soit une période de 22 ans, le taux de croissance annuel moyen est de 1,73 % pour la Suède, 1,49 % pour la Finlande, 1,21 % pour le Danemark contre 1,33 % pour les États-Unis, 1,28 % pour le Québec, 1,21 % pour le Canada et 1,07 % pour la France⁶. Au cours de cette période, tous les pays ont vu leur performance baisser. Cependant, la performance de la Suède et de la Finlande surpasse toujours celle des États-Unis, du Québec, du Canada et de la France.

---

5. Centre sur la productivité et la prospérité (2012), *Productivité et prospérité au Québec. Bilan 2012*, HEC-Montréal, p. 10.

6. Selon les données du FMI. Merci à Pierre Fortin d'avoir porté ces données à mon attention.

Mieux encore, les pays scandinaves ont globalement réussi à maintenir une bonne croissance économique en termes relatifs, tout en étant moins inégalitaires que les autres pays membres de l'OCDE. En effet, dans les pays scandinaves, le coefficient de Gini, pour n'utiliser que cet indicateur, qui mesure les inégalités de revenus au sein d'un pays, est parmi les plus bas. Pour mémoire, plus ce coefficient est proche de zéro, plus le pays est égalitaire. Le coefficient, après impôts et transferts, est de 0,248 pour le Danemark, 0,259 pour la Finlande et de 0,259 pour la Suède. Ce coefficient est de 0,324 pour le Canada et de 0,303 pour le Québec. La moyenne des pays de l'OCDE est de 0,314.

L'objectif de cet ouvrage est de comparer le Québec aux pays scandinaves selon plusieurs enjeux économiques et sociaux afin de comprendre ce qui fait le succès des pays scandinaves et comment le Québec se compare à ces pays. On affirme souvent que le Québec est une terre sociale-démocrate en Amérique du Nord, qu'il est plus syndiqué, plus taxé et qu'il offre à ses citoyens plus de services publics. Il est ainsi très intéressant de comprendre où l'on se situe par rapport aux pays de référence en la matière.

Dans les prochaines années, le Québec sera en présence de choix difficiles en raison du vieillissement de la population et de la précarité de ses finances publiques. La Suède, la Finlande et le Danemark étaient dans une situation comparable au début des années 1990 avant d'opérer des réformes très importantes de l'État, des finances publiques, de la fiscalité, du système de santé, d'éducation, des retraites, etc. La réforme est si importante que l'on peut réellement parler d'une social-démocratie 2.0.

Cet ouvrage réunit les plus grands spécialistes du Québec et des pays scandinaves. Ils ont comparé le Québec aux pays scandinaves sur des thématiques particulières afin de mieux cerner où se situe le Québec par rapport à ces pays sur de nombreux sujets d'importance pour le Québec.

Le Québec est à l'heure des choix, nous pensons qu'il est préférable de se comparer aux meilleurs pour guider les réformes, plutôt que de se les laisser dicter par la nécessité à court terme.

# Table des matières

<b>Préface</b>	7
PIERRE FORTIN	
<b>Introduction</b>	15
STÉPHANE PAQUIN	
Chapitre 1	
<b>La social-démocratie en crise? Quelle crise?</b>	21
BO ROTHSTEIN ET SVEN STEINMO	
Chapitre 2	
<b>La mondialisation n'est (toujours) pas coupable</b>	49
STÉPHANE PAQUIN	
Chapitre 3	
<b>Le Québec et les pays scandinaves: les différences</b>	75
STÉPHANE PAQUIN, LUC GODBOUT, PIER-LUC LÉVESQUE ET JEAN-PATRICK BRADY	
Chapitre 4	
<b>Les fondements historiques du modèle suédois</b>	97
PIER-LUC LÉVESQUE	
Chapitre 5	
<b>La concertation syndicats-patronat-État: le modèle suédois à la rescousse du Québec?</b>	117
JEAN-PATRICK BRADY	
Chapitre 6	
<b>Les compétences civiques scandinaves</b>	139
HENRY MILNER	
Chapitre 7	
<b>Renouveler la fiscalité québécoise</b>	161
LUC GODBOUT ET SUZIE ST-CERNY	

Chapitre 8	
<b>La TVA sociale, une idée pour le Québec?</b>	189
STÉPHANE PAQUIN ET LUC GODBOUT	
Chapitre 9	
<b>La petite histoire de la gouvernance pétrolière au Québec et en Norvège</b>	213
PIER-LUC LÉVESQUE	
Chapitre 10	
<b>Les systèmes de retraite québécois et suédois: approches différentes, résultats similaires</b>	231
PATRIK MARIER	
Chapitre 11	
<b>L'enseignement supérieur et les classements internationaux des universités</b>	249
OLIVIER BÉGIN-CAOUCETTE	
Chapitre 12	
<b>La réforme du modèle universitaire suédois de 1993</b>	271
BENJAMIN BÉLAIR	
Chapitre 13	
<b>La Finlande, le Québec et le PISA: une rencontre inattendue</b>	289
GUY PELLETIER	
Chapitre 14	
<b>Les femmes et la représentation parlementaire</b>	309
MANON TREMBLAY	
Chapitre 15	
<b>La lutte contre la pauvreté au Québec: vers une social-démocratie nordique?</b>	337
HICHAM RAÏQ ET AXEL VAN DEN BERG	
Chapitre 16	
<b>La banalisation de l'extrême droite dans les pays nordiques</b>	355
OLIVIER TRUC	
<b>Les auteurs</b>	365
<b>Remerciements</b>	371

## EXTRAIT DU CATALOGUE DES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Normand Baillargeon *Contre la réforme. La dérive idéologique du système d'éducation québécois*

Éric Bélanger, Frédérick Bastien, François Gélneau (dir.) *Les Québécois aux urnes. Les partis, les médias et les citoyens en campagne*

Éric Bélanger et Richard Nadeau (dir.) *Le comportement électoral des Québécois*

Luc Bernier, Guy Lachapelle, Stéphane Paquin (dir.) *L'analyse des politiques publiques*

Gérard Boismenu et Isabelle Petit (dir.) *L'Europe qui se fait. Regards croisés sur un parcours inachevé*

Mark Chevrier et Isabelle Gusse (dir.) *La France depuis de Gaulle. La Ve République en perspective*

Dominique Côté et Marie-France Raynault *Le bon sens à la scandinave. Les inégalités sociales de santé*

Charles-Philippe David (dir.) *Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts et approches*

Pascale Dufour *Trois espaces de protestation. France, Canada, Québec*

Diane Éthier *Introduction aux relations internationales. Quatrième édition*

Michel Fortmann et Pierre Martin (dir.) *Le système politique américain. Cinquième édition revue et augmentée*

Aude-Claire Fourot *L'intégration des immigrants. Cinquante ans d'action publique locale*

Katherine Frohlich, Maria De Koninck, Andrée Demers et Paul Bernard (dir.) *Les inégalités sociales de santé au Québec*

Mamoudou Gazibo *Introduction à la politique africaine. Deuxième édition revue et augmentée*

Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal *Un nouvel ordre mondial made in China?*

Marie Mc Andrew *Les majorités fragiles et l'éducation. Belgique, Catalogne, Irlande du Nord, Québec*

Géraldine Mossière *Converties à l'islam. Parcours de femmes au Québec et en France*

Alain Noël et Jean-Philippe Thérien *La gauche et la droite. Un débat sans frontières*

Sylvain Lefèvre, Gérard Boismenu et Pascale Dufour *La pauvreté. Quatre modèles sociaux en perspective*

Jacques Palard *La Beauce Inc. Capital social et capitalisme régional*

Marie-Hélène Parizeau (dir.) *Au cœur des débats. Les grandes conférences publiques du prix Gérard-Parizeau 2000-2010*

Les professeurs de science politique de l'Université de Montréal

*La politique en questions*

*La politique internationale en questions*



**U**n pays peut-il avoir une main-d'œuvre très syndiquée, percevoir des taxes élevées et offrir de généreux programmes sociaux tout en maintenant une croissance économique hors pair – surpassant celle d'États néolibéraux – et un niveau d'égalité sociale exceptionnel? Oui: c'est la social-démocratie, et les pays scandinaves en sont les champions.

Le Québec est l'endroit en Amérique du Nord le plus syndiqué, le plus taxé et celui qui offre le plus de services publics; il est aussi de plus en plus confronté à des choix difficiles en raison du vieillissement de sa population et de la précarité de ses finances publiques. Une situation semblable à celle des pays scandinaves qui, dans les années 1990, ont entrepris la réforme de leurs systèmes de santé, d'éducation et de retraite; une réforme si importante, en fait, que l'on peut réellement parler de social-démocratie 2.0.

Comment le Québec se compare-t-il aux pays nordiques? Face aux problèmes actuels, peut-il vraiment s'inspirer de leurs politiques sociales et économiques? Les auteurs de ce livre, spécialistes des sociétés scandinaves, répondent à ces questions de façon éclairée.

**Stéphane Paquin** est professeur agrégé à l'ENAP et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée.

**Pier-Luc Lévesque** est chercheur-boursier à la Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée.

39,95 \$ • 36 €

Photo de la couverture: ©adisa/fStock.com

Disponible en version numérique  
[www.pum.umontreal.ca](http://www.pum.umontreal.ca)

isbn 978-2-7606-3398-8



9 782760 633988